

Il y a, en effet, dans le monde trop de drames, de pauvreté, de famine pour que l'Europe et la France puissent accueillir tous ceux que la misère pousse vers elles. (...) il faut résister à cette poussée constante.

Michel Rocard

L'IMMIGRATION

L'ENVIRONNEMENT

L'EUROPE

J'ai choisi de traiter ces trois sujets de façon conjointe parce-que la plupart des problèmes sont liés, et certains doivent être traités au sein de l'UE. Les mesures prises unilatéralement par la France ne feraient pas grand effet si en parallèle nos cousins européens les ignorent et utilisent des régimes plus laxistes pour contrarier nos politiques ou nous faire de la concurrence déloyale.

* * * * *

A - RESOUDRE LA QUESTION DE L'IMMIGRATION

On parle de la France comme étant une terre d'immigration. En effet, dans le passé, lorsqu'en France il y avait plus de travail que de travailleurs, on a eu recours à l'immigration pour combler le trop-plein de postes vacants.

Or, la situation a changé. Aujourd'hui, avec un chômage structurel haut difficile à résorber, il est évident que le recours à l'immigration ne se justifie plus. Bien que la vocation d'une

éponge soit d'absorber de l'eau, une éponge pleine n'absorbera plus et rejettera l'eau supplémentaire qu'on lui fournit.

La gauche irresponsable et dyscalculique nous explique que la France est riche, et doit donc aider ces gens. Je ne sais pas où la gauche voit ce « pays riche ». Je vois plutôt des services de l'État fonctionnant dans des conditions lamentables avec des employés sous-payés, je vois des travailleurs qui ont des problèmes pour arriver à la fin du mois et obligés de manger des pâtes midi et soir, je vois du chômage structurel haut, je vois un taux de participation au marché du travail dangereusement bas, je vois trop de citoyens éligibles aux HLM, je vois des entreprises qui évitent d'investir en France autant que possible, je vois la dette monter en flèche et des déficits hors contrôle du fait de l'importance des dépenses que l'État est obligé à engager afin de maintenir un semblant d'ordre précaire. La France n'est plus un pays riche, la France est un zombie économique qui risque de s'effondrer à tout moment.

En particulier, je suis stupéfié par la position de M Mélenchon et son parti. Selon eux, la pression migratoire est trop forte, ils sont trop nombreux, on ne peut pas résister, donc autant les accueillir tous. Combien d'ailleurs, sachant qu'il y a environ 1.2 milliards de personnes en Afrique et que la plupart vivent dans la pauvreté ? Une petite centaine de millions de personnes vous ira ? Quatre cents millions peut-être ? Je vois bien un hypothétique Mélenchon en 1940 : Les Allemands sont trop forts, on ne peut pas leur résister, donc autant les laisser conquérir la France. Bref, M Mélenchon et consorts insultent la mémoire du Général de Gaulle et de la Résistance. Ce n'est pas seulement que la France a les moyens d'arrêter l'invasion africaine, elle réussira, pourvu qu'elle décide de s'armer de volonté et de se donner les moyens de l'imposer.

Le fait est que ni la France ni l'Europe ont les moyens d'absorber la pression migratoire.

- Des gens en provenance de pays où le respect des lois semble être optionnel, et à qui on apprend, on les laissant violer les lois sur l'immigration, qu'en Europe c'est pareil. Ceci crée des mentalités criminelles.
- Des gens qui proviennent de sociétés où la femme n'est pas respectée, ce qui crée de la violence, répand de l'ignorance, et crée de la pauvreté, des situations de quasi-esclavage et de la surnatalité.
- Encouragés par le discours victimisant de la gauche, des gens convaincus que l'Europe leur doit quelque chose et qui viennent pour profiter du système social au lieu de contribuer à son succès avec leur travail.
- Des gens sans les outils académiques, les capacités linguistiques ou les attitudes professionnelles nécessaires pour réussir dans nos sociétés.

Leur culture est trop différente de la nôtre, ils ne peuvent pas être absorbés sans problème, surtout en grand nombre. Et quand je parle de culture, c'est dans le sens « règles qui codifient les relations entre personnes au sein d'une société », pas le sens « création artistique individuelle informée par une tradition ». Il faut rejeter l'amalgame poussé par la gauche lorsqu'elle nous parle de « cultures millénaires ». Il faut plutôt parler de pays avec une longue histoire, certes, mais dont certains ont développé des façons de faire peu propices au succès. En effet, lorsque, par exemple, la responsabilité individuelle est pratiquement

inexistante, puisque-que pour justifier toute erreur personnelle on peut exprimer une phrase du style « Les dieux l'ont ainsi voulu » et que ceci est accepté comme disculpant, il est clair qu'une société ne pourra pas avancer.

Pour couronner le tout, force est de constater que nous avons déjà énormément de mal à résorber le chômage qui frappe les classes populaires et peu qualifiées, mais que la gauche veut nous faire importer davantage de ce type de main d'œuvre. Il fallait y penser ! Comme toujours, les « solutions » de la gauche aggravent les problèmes.

Pourrait-on aider ces pays ? Bien, sur, avec des aides destinées à renforcer l'état de droit. En effet, ces pays sont devenus invivables et poussent leurs habitants dans le désespoir et l'émigration à cause de leurs gouvernements corrompus et l'insécurité juridique, des gouvernements où les présidents et leurs familles s'éternisent au pouvoir afin de pouvoir mieux extraire de l'argent des caisses de l'État, pour le plus grand bonheur des paradis fiscaux, qui, selon des études récentes faites par des chercheurs à Harvard, voient leurs avoirs en banque grandir au rythme des prêts des institutions multilatérales en principe destinés à financer leur développement.

Il faut donc combattre cette pression migratoire par tous les moyens légaux à disposition, et renforcer notre arsenal légal là où il y aura des défaillances.

* * * * *

L'immigration n'est pas un problème en soi. Les Français sont bien contents de pouvoir se promener, étudier et travailler partout au sein de l'UE, et les citoyens des autres pays européens sont tout aussi contents à leur tour d'avoir accès à la France, à laquelle ils contribuent avec leur travail et leurs dépenses.

Les vrais problèmes sont le manque de contrôle sur qui a le droit de rentrer et de rester en France et en Europe, ainsi que l'immigration illégale. Nous traiterons ces deux sujets à leur tour.

Principes directeurs : l'immigration légale doit être maîtrisée, l'immigration illégale doit être fermement combattue. Pour les immigrés illégaux, il ne s'agit pas de savoir s'ils sont intégrés ou pas, ou combien d'années ils ont passé sur sol français, ou s'ils ont des familles et des enfants. Il s'agit de savoir s'ils ont le droit d'être sur sol français en premier lieu. Pas de cadeaux, pas d'exceptions, vivre dans l'illégalité pendant des années ne donne pas des droits.

(1) Qui a le droit d'entrer et de rester en France ?

Un peu trop de monde semble avoir le droit d'entrer et de rester en France, aidé par des associations spécialisées dans l'exploitation sans vergogne des niches sociales inscrites dans la loi par la gauche. De la même façon qu'il faudra s'attaquer aux niches fiscales, il faudra fermer les niches sociales afin que l'on puisse maîtriser une fois pour toutes le flux migratoire.

Fin du regroupement familial automatique

En autorisant ces rentrées nous importons principalement de la pauvreté et du chômage, alors que nous ne sommes déjà pas capables de nous occuper de nos concitoyens pauvres et de nos chômeurs.

Nous admettrons donc le regroupement familial seulement sous conditions de ressources, avec utilisation payante des services de l'État, et sans possibilité de percevoir aucune allocation pendant 10 ans.

La prolongation des permis de séjour existants doit être soumise à une vérification de ressources, des casiers judiciaires et, pour ceux qui ont des enfants, à leur scolarisation.

Si les États Unis ont bien moins de problèmes d'intégration que la France, malgré l'afflux d'immigrés de tous les coins de la planète, c'est parce-que comme le système de protection social est sous-développé, les immigrants sont obligés de travailler dur et vite pour s'adapter à leur nouveau pays afin de pouvoir trouver et garder un emploi qui leur permettra de vivre.

Mise en place d'un système de points et de quotas

A l'image du Canada, nous devons être capables de choisir qui vient en France et pourquoi. Nous mettrons en place, comme au Canada, un système de points et de quotas, qui permettront aux autorités de délivrer des permis de séjour principalement aux personnes ayant démontré combler un manque dans la main d'œuvre locale, principalement dans des domaines techniques ou relatifs aux hautes technologies.

Fin du droit du sol automatique

Le droit du sol date de la fin du 18^{ème} siècle, au moment ou la Révolution, les guerres Napoléoniennes et la succession de guerres contre l'Allemagne avaient laissé la France exsangue. Son armée avait besoin d'hommes, quoi de mieux pour cela que de déclarer tout homme né en France comme étant Français, ouvrant la porte à son incorporation ? Avec la

professionnalisation de l'armée et la fin des grandes guerres européennes, cette logique est devenue obsolète. La loi doit donc être réformée pour refléter les conditions actuelles.

N'est pas Français qui simplement a eu la chance d'être né sur sol français. Notre droit du sol automatique fait que n'importe quelle femme de n'importe quelle origine acquiert automatiquement le droit de rester en France par le simple fait d'avoir accouché dans le pays. Ceci crée énormément de problèmes en France, mais surtout dans le DOM TOM puisqu'on importe de la pauvreté et du chômage, créant un poids financier considérable sur le système social français.

Les femmes ayant accouché sur sol français aujourd'hui ne peuvent pas être expulsées avec leurs enfants et, en plus, grâce au DALO, elles bénéficient d'un logement payé par l'État. Ceci est une aberration complète, absolue et totale, et fait que le contribuable français soit surtaxé pour pourvoir aux besoins de personnes n'ayant pas le droit d'être en France.

Sous un gouvernement PRT, les seuls enfants ayant droit au passeport français automatiquement et par le simple fait d'être nés en France seront, comme cela se fait en Suisse, ceux nés de parents Français. Les enfants nés en France de familles étrangères, soit de parents avec un statut de réfugié, soit bénéficiant de permis de séjour temporaires ou d'établissement, ne seront pas considérés comme Français. Les parents de ces enfants devront demander des papiers pour leurs enfants aux consulats de leurs pays d'origine. Ces enfants pourront faire la demande de la nationalité française à l'âge de 18 ans s'ils ont vécu plus de 12 ans légalement en France.

Ce droit deviendra caduc en cas de comportement criminel des mineurs en question, ou si leurs parents sont expulsés du territoire national.

Les Français déclarant faussement être pères d'un enfant dans le but de lui accorder la nationalité seront assimilés à des passeurs et traités comme tels. Des analyses ADN seront utilisées pour déterminer la vérité de la filiation.

Arrêter d'accepter des candidats au statut de réfugiés en Europe

Poussés par la guerre, les privations et les atrocités commises contre les populations civiles, la pression migratoire monte aux frontières. Convaincus de notre richesse et remplis de compassion pour ces gens, on les laisse rentrer en grand nombre en ordre dispersé. Nous avons déjà vu ce film, il s'appelle « La chute de l'Empire Romain ». Il ne faut pas répéter cette erreur.

Les Romains ont laissé rentrer à partir du IV^{ème} siècle les peuples germaniques à l'intérieur de leur empire face à la situation catastrophique subies par les populations barbares frontalières. Les guerres permanentes entre les tribus d'Europe du Nord et, ensuite, l'arrivée des Huns et de leur cruauté légendaire, ont fait monter la pression migratoire à des niveaux sans précédent. Les Romains, rendus mous par la vie confortable faite de richesses dont ils ne se souvenaient plus comment ils les avaient obtenus, les ont acceptés, en se disant que c'était

mieux de les laisser rentrer et d'essayer de les assimiler que de les laisser à leur sort, très humanitaire de leur part. Cela étant, les nouveaux arrivants ne se sont pas intégrés, gardant une bonne partie de leurs us et coutumes. Ils ont fini par intégrer l'armée, trop dure pour des citoyens Romains rendus indolents par le confort, et lorsque leurs cousins sont arrivés en masse en franche invasion ils se sont reconnus en eux au point de ne pas vouloir les combattre. Et l'empire Romain d'occident a chuté, se décomposant en multiples petits fiefs dans lesquels ce sont développés l'obscurantisme et les extrémismes religieux.

Le parallèle avec la situation actuelle n'est pas un hasard. A la situation syrienne s'ajoutent les nombreux ressortissants libyens, les réfugiés du printemps arabe, les rescapés du régime érythréen, ainsi que les personnes essayant de s'échapper aux guerres irakienne et afghane, entre autres, le tout sous fond islamique radical incarné par Daech et ses méthodes meurtrières. Point commun de toutes ces personnes : elles sont innombrables, et ne partagent ni notre culture ni nos valeurs.

Pour appréhender le problème des réfugiés, il faut partir de constats indiscutables :

- La plupart des réfugiés veulent rentrer chez eux.
- Ils préfèrent attendre que la situation se calme chez eux dans un pays où ils comprennent la langue et la culture.
- A l'image des tristes pays dont ils proviennent, la plupart sont pauvres, sans éducation et sans diplômes.
- La vaste majorité vient de pays surpeuplés, dans lesquels rien ne fonctionne comme il devrait.
- Ils se comptent par millions.
- La grande majorité sont des hommes jeunes seuls.
- Les procédures destinées aux réfugiés politiques légitimes sont prises d'assaut par des réfugiés économiques.

Il en résulte plusieurs conclusions :

- Il faut les aider à rester au plus proche de leurs pays d'origine.
- La plupart n'ont ni les outils ni les capacités pour être absorbés par notre marché de travail en berne. Si Mme Merkel avait des problèmes de manque de main d'œuvre en Allemagne, elle aurait dû faire preuve de solidarité européenne et mettre en place des mécanismes afin de faciliter l'immigration en provenance des pays d'Europe, au lieu de laisser rentrer des millions de réfugiés en espérant pouvoir les intégrer.
- Ni la France ni l'Europe ont les ressources pour combler leurs lacunes de formation ou de palier à leurs besoins.
- Ils sont trop nombreux pour qu'on puisse leur inculquer durablement et efficacement les valeurs occidentales de sécularisme, respect pour les autres et responsabilité pour ses actes.
- Lorsqu'on les laisse partir dans la nature, ils apprennent que la loi en Europe n'est que dans les textes puisque la violer ne comporte aucune sanction.

- Les vrais réfugiés politiques voient leurs procédures allongées injustement du fait du grand nombre de demandes sans justification.

En conséquence, il faut :

- Aider financièrement les pays limitrophes aux pays en conflit à héberger et prendre soin de ces personnes. Par ailleurs, un euro dépensé en, par exemple, Turquie, ira beaucoup plus loin que le même euro dépensé en Europe, du fait des coûts plus élevés en Europe pour les denrées et la main d'œuvre.
- Décourager ces personnes de se rendre en Europe via les réseaux consulaires européens, les informer qu'ils seront moins bien pris en charge que près de chez eux.
- Etablir des bureaux d'analyse de demande d'asile politique dans les camps de réfugiés sis en dehors de l'Europe afin d'évaluer la situation avant que la personne se trouve sur sol européen.
- Donner des instructions à Frontex de repousser les bateaux de migrants vers leurs lieux de départ.
- Exproprier les bateaux des associations d'aide aux passeurs et punir leurs équipages.

Autant je comprends le problème de ces pauvres gens, autant les placer en Europe, où ils n'auront pas de travail, où ils ne comprennent ni les langues ni les mœurs, où ils sont par définition très loin de chez eux, tout en leur apprenant que violer les lois en Europe paye, ce n'est pas une solution.

Si des candidats au statut de réfugié déboutés s'attaquent au personnel de l'UE stationné dans les camps d'accueil, ces bureaux seront fermés, ainsi que les frontières.

En rendant on ne peut plus claire l'impossibilité de rejoindre l'Europe par des canaux illégaux, nous parviendrons à enrayer l'incidence des tragédies maritimes constituées par le triste spectacle d'immigrants avalés par la mer, et à anéantir l'activité des mafias de l'immigration.

(2) Combattre l'immigration illégale

L'Europe est remplie de belles lois sur l'immigration, mais grâce à des gauchistes irresponsables leurs dispositifs d'application sont inopérants et impuissants face à des gens déterminés. En conséquence, l'immigration illégale est un business en plein essor dont les mafias profitent.

Il est grand temps de dire « Ça suffit ». Pour cela, nous allons créer un environnement hostile à l'immigration illégale.

Re-Criminalisation de l'immigration illégale

Nous allons corriger cette idiotie du quinquennat perdu de M Hollande et consorts, qui a décriminalisé l'immigration illégale.

Nous allons en plus étendre le champ des activités à criminaliser, notamment l'aide à l'immigration illégale sous toutes ses formes.

Aider un migrant affamé perdu dans les montagnes est une chose, ne pas le retenir et ne pas le dénoncer après lui avoir fourni de l'aide transformera cette personne en passeur, et elle sera traitée comme telle.

Les Juges des libertés et de la détention seront dessaisis du sujet. Tout immigrant illégal capturé devra être retenu jusqu'à la fin de son instruction.

Fin de l'AME

Les personnes ayant fait preuve de suffisamment de résilience pour pouvoir traverser la mer dans des embarcations de fortune et ainsi passer à travers les mailles du filet migratoire ont visiblement suffisamment de ressources en eux pour faire le voyage de retour dans des véhicules surs. Les cartes « étranger malade » seront donc supprimées, les ressources de santé de l'État doivent être réservées pour les personnes se rendant légalement en France.

Ils ne se sentent pas bien ? Normal, il ne fallait pas s'engager dans des traversées hasardeuses dans des mauvaises conditions sans les papiers adéquats. Ils sont venus avec leurs familles et l'un d'entre eux est malade ? C'est avec regret que nous devons leur annoncer que cela ne fera aucune différence. Il ne fallait pas s'engager dans des activités illégales, amenant dans leur irresponsabilité des membres de leur famille à la santé précaire.

Au besoin, des soins de première urgence leur seront prodigués, suite à quoi ils seront renvoyés là d'où ils sont partis. Et les coûts de rapatriation leur seront facturés.

Criminalisation de l'embauche de personnel sans papiers

Les patrons ayant embauché du personnel sans papiers seront soumis à des lourdes amendes, subiront des peines de prison ferme, et verront leurs établissements frappés par des fermetures administratives.

Les contributions sociales éventuelles versées par les patrons pour leurs employés sans papiers seront déclarées non-exécutables en prestations.

Criminalisation de la location destinée aux sans-papiers

Les propriétaires ayant loué leurs biens à des immigrants illégaux, ou les ayant hébergés, et les personnes qui louent en toute légalité pour ensuite héberger des immigrants illégaux seront assimilés à des passeurs et traités en conséquence.

Les associations louant des biens en toute légalité pour ensuite héberger des immigrants illégaux seront assimilés à des organisations criminelles, et tous leurs membres seront traités en conséquence.

Toute condamnation pour hébergement d'immigrants illégaux conduira automatiquement à la résiliation immédiate d'un bail.

Enfermement des personnes frappées par des mesures d'expulsion

Toute personne déboutée du droit d'asile, donc en situation d'immigration illégale, sera automatiquement mise en détention administrative dans des centres fermés d'attente de rapatriation.

Les procédures de recours aux décisions de refus d'asile seront accélérées.

Ceci inclura les personnes n'ayant pas respecté les consignes de l'UE sur l'asile selon les règles de Schengen. Le simple fait d'avoir quitté le pays d'arrivée sans avoir eu autorisation invalidera automatiquement les démarches de demande d'asile.

Afin d'éviter que des gouvernements européens irresponsables décident de régulariser tout venant, nous agirons auprès des instances européennes afin que toute personne ayant eu droit à l'asile soit obligée de rester avec leurs familles dans leur pays de régularisation pendant au moins 10 ans.

Irrecevabilité des plaintes contre les forces de l'ordre

Les immigrants illégaux qui n'obéissent pas aux ordres des membres des forces de l'ordre et qui subissent les conséquences physiques et administratives de leur rébellion ne seront pas autorisés à encombrer le système judiciaire avec des plaintes pour violences.

Le seul droit qu'ils auront sera de repartir tranquillement chez eux. S'ils décident de ne pas obéir aux ordres, il faudra qu'ils en assument les conséquences.

Les personnes empêchant le travail des forces de l'ordre seront appréhendées, assimilées à des passeurs et traitées en conséquence.

* * * * *

Cette partie est volontairement courte. En effet, les mesures à prendre pour maîtriser, et pas subir, l'immigration ne sont pas bien compliquées ni à expliquer, ni à mettre en œuvre.

Si la France subit aujourd'hui les conséquences d'une immigration non-maîtrisée, c'est à cause des mesures de sapes de la gauche, qui en refusant de prendre les mesures qui s'imposent détruisent notre pays.

Il faut faire un choix : soit nous montrons la volonté de prendre les mesures nécessaires, soit on continuera notre lent déclin, rongés par des forces néfastes que nous aurons, collectivement, décidé de laisser agir en toute impunité.

La France coule sous le poids de belles intentions irréalistes et irréalisables. Ne laissons pas des situations ingérables derrière nous qui détruiront la vie de nos enfants !

B- L'ÉCOLOGIE

Les écologistes, avec leur idéologie de gauche nous expliquent que tout va mal, notamment à cause des entreprises qu'elles comptent punir pour leurs agissements supposément égoïstes et irresponsables.

Cette analyse est fautive et mauvaise à tous les niveaux. Les entreprises, comme les personnes, font selon leurs combinaisons de motivations. Pour réussir, il faut qu'elles fassent plaisir au consommateur au moindre coût possible afin de maximiser leurs bénéfices. Il faut donc analyser le problème de l'environnement sous l'optique de l'offre et la demande afin d'influencer ce que le marché produit comme résultat.

(1) La Demande

Selon l'ONU, en 2019 il y avait environ 7.7 milliards d'êtres humains sur terre qui, selon la Banque Mondiale, en 2019 ont produit 88.7 mille milliards de dollars en PIB (Produit Intérieur Brut). Ceci implique un PIB/capita global de 11'400 dollars par personne, mais avec des très fortes disparités. Dans la liste établie par la Banque Mondiale, on trouve notamment :

Pays	Place	PIB/Pers (USD) (1)
Suisse	4	81 994
Norvège	6	75 420
États Unis	8	65 281
Singapour	9	65 233
Allemagne	18	46 259
France	26	40 494
Italie	28	33 190
Espagne	33	29 614
Russie	63	11 585
Chine	68	10 262
Turquie	74	9 043
Cuba (2)	110	4 411
Venezuela	126	3 411
Inde	142	2 104
Haiti	174	755
Afghanistan	184	502

(1) Chiffre nominal, rapporté pour 2019.

(2) Chiffre divisé par deux pour tenir compte de la surévaluation massive du peso cubain. Au moment de l'écriture, un USD officiel était à 24 pesos alors qu'au marché noir il se vendait à presque 50.

Aujourd'hui, en France nous nous plaignons qu'il n'y a pas assez de richesses pour subvenir à tous nos besoins, et regardons avec admiration la richesse de la Norvège et des États Unis. Mais, en parallèle, tous les habitants de la planète aspirent aux niveaux de vie atteints dans ces pays. Sachant que la moyenne mondiale de PIB par personne est de 11'400 \$, il faudrait donc que le monde produise environ 6 fois plus que ce qu'il produit aujourd'hui afin d'atteindre leurs niveaux de richesses.

Or, selon les organisations écologistes, en 2021 nous utilisons déjà 1.75 fois ce que la Terre peut nous donner en un an, entre ce que nous consommons et l'effet de nos déchets sur l'environnement. Ce chiffre comporte encore des fortes disparités entre les régions du monde. En particulier, aujourd'hui la consommation des États Unis demanderait environ 5 planètes/an, alors que celle d'Europe demanderait environ 2.8 planètes/an. Ces chiffres sont à contraster aux 1.01 planètes/an estimés pour le monde de 1970.

Ceci implique que pour atteindre les niveaux de vie visés il nous faudrait produire l'équivalent d'environ (6 x 1.75 =) 10.5 planètes par an. Ce qui est clairement impossible à soutenir dans la durée.

Echappons au piège du calcul malthusien, et supposons maintenant que l'on vise un niveau de vie moyen plus bas. De plus, supposons que l'on devienne beaucoup plus efficaces dans l'utilisation des ressources de la planète, et, soyons optimistes, divisons ce chiffre par trois. Il

en résulterait toujours 3.5 planètes à trouver par an afin de pouvoir vivre dans le confort souhaité par tous les humains de la planète. Ceci reste un objectif largement inatteignable.

Dans l'état actuel des choses, on constate donc que l'espèce humaine se comporte comme toutes les autres espèces vivantes de cette planète, se multipliant, consommant, mais surtout visant à consommer encore beaucoup plus par individu. De ce fait, nous sommes en train de tuer notre hôte, la planète qui nous abrite, en raison de notre impact. Si l'on veut survivre comme espèce il faudra qu'on acquière des approches plus réalistes avec notre Terre.

Décourager le natalisme

La conclusion inéluctable est que pour assurer la survie de l'espèce humaine dans cette planète dans des bonnes conditions pour tous, il ne suffit pas de changer nos modes de vie, il faudrait surtout que l'on renverse le phénomène d'explosion démographique des 70 dernières années et que l'on devienne environ 3 fois moins nombreux sur Terre, soit environ 2.7 milliards. C'est-à-dire, selon l'ONU, la quantité d'humains qu'il y avait en 1955.

Comment sommes-nous devenus si nombreux ? Essentiellement grâce aux avancées faites en médecine, en économie et en diplomatie, ce qui a permis d'allonger la durée de vie. En effet, du moment où plus d'enfants survivent aux premiers cinq ans de leur existence, qu'on arrive à combattre efficacement les maladies qu'affaiblissent les organismes, qu'on vit dans des meilleures conditions que nos ancêtres, et qu'on ne se fait plus la guerre entre nations aussi souvent que dans le passé, la durée de vie moyenne ne peut que s'allonger puisque la mortalité descend rapidement.

Comment réduire le nombre d'humains sur cette planète ? L'espèce humaine, en tant qu'espèce planétaire dominante, n'a pas de prédateur. En revanche, elle n'a pas besoin d'une campagne d'abattage pour réduire son nombre non plus : au fur et à mesure que les pays se développent, leurs taux de natalité baissent naturellement. De fait, théoriquement si tous les couples vivant sur Terre aujourd'hui se limitaient à avoir un seul enfant, en l'espace d'environ 50 ans, soit deux générations, on pourrait diminuer la population de la planète par un facteur de 4, sans guerres, sans massacres et sans désastres. Ce raisonnement ne sera pas utilisé pour justifier une politique de l'enfant unique, comme en Chine, mais pour illustrer que le défi est loin d'être insurmontable, et qu'il n'implique pas des efforts insoutenables.

Or, cette solution est décriée par les économistes, qui se focalisent exclusivement sur le PIB, et pour qui toute baisse du même représenterait un problème. Ils ont tort. D'abord, la logique de surconsommation, moteur de nos économies, nous pousse de toute évidence vers l'abîme. En conséquence, cela veut dire que les économistes ne tiennent pas compte dans leurs calculs de la possibilité réelle que constitue l'épuisement des ressources du monde qui nous héberge. Deuxièmement, j'estime que le progrès d'une nation est bien mieux représenté par l'évolution du PIB/personne que par le PIB tout court. Certains économistes fêtent toute hausse du PIB comme une excellente nouvelle, et toute hausse de population comme une possibilité

d'obtenir un « dividende démographique » pour les pays en question. Ce que ces gens ne semblent pas saisir, est qu'une économie qui grandit moins vite que sa population ne fait que mettre au monde des bouches à nourrir qui deviendront encore plus pauvres que leurs parents, tel que cela se produit en Afrique subsaharienne. C'est arithmétique : lorsque le dénominateur grandit plus vite que le numérateur, le résultat de la division diminue.

Leur solution ? Faire émigrer les habitants des pays pauvres vers des pays riches. Ceci est aveugle et autodestructeur, comme déjà expliqué dans la section précédente. En effet, elle encourage la natalité dans les pays pauvres, et propose d'importer de la main d'œuvre non qualifiée (donc peu productive) provenant de cultures qui ne partagent pas nos valeurs dans des économies avec des niveaux de chômage structurels hauts qui n'arrivent déjà pas à insérer dans le monde du travail les moins qualifiés des autochtones.

La vraie solution pour les pays en voie de développement est on ne peut plus locale. La surnatalité dans les pays pauvres vient surtout de l'inégalité hommes-femmes, alors que l'émigration de ces pays se produit parce-que les systèmes de gestion locaux empêchent leur développement et ne génèrent pas des opportunités de progrès.

Il faudrait donc que ces pays commencent à accorder et à imposer l'égalité hommes-femmes, à tous les niveaux. Les protéger, les éduquer, les aider à sortir de leurs foyers, où certaines vivent dans des conditions de quasi-esclavage, frappées et violées par leurs conjoints. De plus, il faut pousser les campagnes contre la violence envers les femmes et instituer des cours d'éducation sexuelle, leur faciliter l'accès aux méthodes de contraception et à l'avortement, et ne pas les discriminer sur le marché du travail. Couplez ces mesures avec des réformes qui fixent et protègent les droits à la propriété, améliorez l'éducation, combattez la corruption, et voyez ces pays sortir du cercle vicieux de la pauvreté et du désespoir.

Toutes les sociétés ayant eu recours à ces mesures ont fait d'énormes progrès en termes économiques, en termes de qualité de vie de la population et, surtout, en termes de baisse de la natalité. En effet, une femme à qui on a donné une éducation, de l'égalité de traitement et des opportunités sur le marché du travail aura d'autres centres d'intérêt au-delà de sa survie et de sa progéniture, et contribuera au développement de l'économie de leurs pays. Une personne qui peut bâtir sur une parcelle dont nul ne peut lui contester la propriété est une personne qui aura accès à des crédits qui lui permettront de protéger sa famille en toute sérénité. Une personne éduquée sera capable d'appréhender la réalité de façon originale et créera des entreprises et donc des emplois. Une personne qui peut s'engager dans un projet sans avoir à craindre de se convertir en victime de racket de fonctionnaires véreux doutera moins au moment d'investir.

Il serait utile d'ajouter qu'une baisse de la population ne doit pas automatiquement se transformer en baisse du PIB. En effet, si la productivité augmente par l'automatisation et la robotisation de tâches répétitives, l'économie pourra rester au même niveau de PIB avec une population moindre, augmentant ainsi le PIB/capita et enrichissant la société.

En conséquence, afin d'aider les pays pauvres à sortir de leurs cercles vicieux faits de natalité galopante et de pauvreté, ainsi que diminuer la pression migratoire et réduire la demande absolue de ressources que nous faisons peser sur notre planète, le Parti Reforme et Travail propose que tous les programmes d'aide français et européens destinés au tiers-monde soient axés sur des programmes d'égalité hommes-femmes, de soutien aux réformes aux régimes de propriété, au soutien de l'éducation, et au combat contre la corruption, afin d'aider ces pays à se développer et à baisser leur taux de natalité.

Certains disent que les Chinois aujourd'hui ont du mal à payer les retraites du fait du manque de remplacement de la force de travail, conséquence de la politique de l'enfant unique. Ce n'est vrai qu'en partie : le problème en Chine est surtout que la retraite est à 60 ans pour les hommes et à 55 ans (ou même 50 dans certains cas) pour les femmes, ce qui cause un énorme déséquilibre dans le rapport entre le nombre de travailleurs et le nombre de retraités. Les récentes annonces d'une politique de « 3 enfants » n'est qu'une fuite en avant informée par des besoins de politique intérieure, qui risque de ne pas donner les résultats escomptés parce que les raisons sociétales pour lesquelles la natalité en Chine est tombée n'ont pas été adressées. De la même façon que la Chine prépare les esprits en ce moment pour augmenter l'âge de la retraite, il faut admettre en France la réalité de l'accroissement de l'espérance de vie en bonne santé, et repousser l'âge de la retraite à 67 ans, tel que mentionné précédemment. Ceci diminuerait mécaniquement le nombre de retraités et hausserait le nombre de contribuables.

D'autres disent qu'une politique de réduction de la population aurait des conséquences négatives sur la créativité et la génération de bonnes idées qui permettraient à l'espèce humaine de progresser. Cet argument est faux. En effet, et tel que le disait Louis Pasteur, « *Le hasard ne favorise que les esprits préparés* ». Dix millions de personnes sans éducation ni qualifications auront beaucoup de mal à produire autant de bonnes idées qu'un million de personnes éduquées, mais constitueront quand-même 10 fois plus de bouches à nourrir. De fait, si l'on suit ce raisonnement, l'Inde, le Nigeria et l'Ethiopie, pays à la natalité galopante, aujourd'hui seraient des puissances mondiales et sources d'innovation technologique, et la Corée du Sud et le Japon, pays de natalité faible, des endroits ternes et en perte de vitesse. Inutile de préciser que c'est tout le contraire. Les politiques natalistes dans des pays qui n'arrivent pas à résoudre les problèmes structurels qui empêchent leur croissance ne font que transformer ces pays en usines à pauvres.

Je peux comprendre qu'en France on associe à tort croissance avec natalisme, puisque les deux sont allés de pair dans le passé. Mais une inspection comparative des chiffres dans le temps et entre pays révèle un tout autre récit.

		1960	1990	2019
Population millions (ONU)	Chine	667	1 135	1 398
	Inde	451	873	1 366
	États Unis	181	250	328
	France	47	58	67
PIB en mds USD normalisés 2010 (Banque Mondiale)	Chine	128	829	11 520
	Inde	149	508	2 940
	États Unis	3 173	9 001	18 300
	France	594	1 894	2 972
PIB/capita	Chine	192	730	8 240
	Inde	330	582	2 152
	États Unis	17 530	36 004	55 793
	France	12 638	32 655	44 358
Croissance Population vs année repère	Chine	--	70%	23%
	Inde	--	94%	56%
	États Unis	--	38%	31%
	France	--	23%	16%
Croissance PIB/capita vs année repère	Chine	--	281%	1028%
	Inde	--	76%	270%
	États Unis	--	105%	55%
	France	--	158%	36%

Que nous dit ce tableau ?

- En France, entre 1960 et 1990 la croissance de la population a été, en effet, de pair avec la croissance du PIB/capita. Cette croissance de la richesse par personne a été même plus forte que celle enregistrée par les États Unis à la même époque grâce à l'élan pris pendant les « 30 glorieuses » et ses efforts de reconstruction d'après-guerre, alors que les États Unis n'avaient pas l'équivalent pour doper leur croissance puisque la guerre n'avait pas ravagé son territoire. Je précise pour ceux qui seraient tentés de conclure à autre chose, qu'une particularité dans le calcul du PIB ne justifie pas une guerre, pour des raisons qui devraient être évidentes.
- Avec l'accélération de la globalisation des années '90, l'Inde et la Chine ont enregistré des taux de croissance de richesse par personne spectaculaires.
- En Inde, malgré des taux de croissance de population supérieurs à ceux de la Chine, la croissance de la richesse par personne a été plus faible.
- En Chine, malgré un fort ralentissement de la croissance de la population à partir des années '90, la richesse par personne a explosé.
- Malgré cette globalisation, les États Unis ont augmenté de 55% leur richesse par personne sur les 30 dernières années, soit 50% de plus que la France.

- La France a aussi bénéficié de la globalisation, puisque la richesse par personne a progressé de 36% sur les 30 dernières années.

En regardant les chiffres et tenant en compte des orientations politiques de chaque pays, nos conclusions sont les suivantes :

- Comme le démontre la comparaison entre la Chine et l'Inde, croissance de population ne veut pas dire croissance de la richesse par personne. Les deux pays ont bénéficié de la globalisation, mais la Chine en a profité beaucoup plus.
- La différence entre la Chine et l'Inde est l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping en Chine en 1989, qui a progressivement introduit une économie de marché, privatisé des structures communistes de production, simplifié les procédures administratives, et encouragé l'entrepreneuriat et la concurrence, avec des résultats extraordinaires.
- Sur les 30 dernières années, les États Unis ont eu une croissance de richesse par personne plus forte que la France parce-qu'ils ont récolté les fruits des réformes libérales de Ronald Reagan pendant les années '80.
- En contraste, la France des 30 dernières années a ralenti, subissant les effets des politiques de gauche des années Mitterrand, l'incapacité de la droite à les contrer, les années perdues du quinquennat Hollande, et les erreurs de M Macron.

En conséquence, en France, pousser des politiques natalistes pour doper la croissance, comme le propose Mme Le Pen (prêts publics à taux zéro de 100 000 Eur par famille, annulés à partir de la naissance du 3^{ème} enfant), est non seulement fiscalement irresponsable mais surtout voué à l'échec, de l'argent par la fenêtre qui nous endetterait davantage pour zéro gain. Sans réformes structurelles qui libéreront les forces productives de la France de ses chaînes, toutes les incantations « à la croissance et à l'emploi » du monde invoquées pour justifier ces mesures ne suffiront pas pour empêcher que ces politiques natalistes transforment la France en usine à pauvres.

Ayant démontré (1) qu'il n'y a pas de lien entre croissance de population et amélioration du niveau de vie, et (2) que pour doper la croissance il faut adopter des mesures économiques qui libèrent les entreprises des contraintes inutiles et contre-productives, nous proposons que la France fasse marche arrière sur un certain nombre de politiques natalistes.

Supprimer les allocations familiales

À part l'incitation au natalisme, les systèmes d'allocations familiales actuels font croire à certains que les enfants sont une source de revenus. Cette vision monétaire de l'enfant leur fait oublier les coûts engendrés, le niveau de responsabilité impliquée, et les contraintes que la maternité et la paternité imposent.

C'est à cause de ce système qu'on trouve dans certaines régions, comme dans le Nord, où avait été filmé un reportage qui décrivait le problème, des jeunes filles célibataires qui font le mauvais calcul de se dire « je n'ai pas de travail ni des ressources propres, je ferai des enfants

pour pouvoir toucher des allocations ». Ce calcul tragique, qui condamne ces jeunes filles et leurs enfants à la pauvreté sans issue, se cristallise par la fantaisie malsaine qui voudrait que celles qui n'arrivent pas à s'en sortir avec leur travail s'en sortiraient avec leurs ventres. Ceci est un scandale indigne qui condamne ces jeunes filles à la déchéance, qui crée des problèmes sociaux via l'absence des pères, et multiplie les enfants élevés dans la pauvreté, enfants qui auront plus de probabilité que la moyenne de ne pas faire des études et de finir avec des casiers judiciaires bien remplis.

On a très mal évalué dans le passé le coût social de répartir l'aumône au lieu de créer des conditions pour que les opportunités de travail surgissent, et sous-estimé les effets de faire croire à des jeunes filles que faire des enfants est la solution à leurs problèmes économiques. Même la gauche américaine, qui au départ traitait comme un scandale la promotion des « valeurs de famille bourgeoises » (tel qu'attendre à se marier avant de faire des enfants) et défendaient haut et fort le supposé « droit » de vivre des situations de famille soi-disant « émancipées », sont en train de se rendre compte, à l'image du retour en grâce des rapports faits déjà en mars 1965 par le Sénateur Daniel P. Moynihan (Parti Démocrate), que le fait d'avoir une famille solide, stable et durable est le meilleur gage du succès des enfants.

Selon Sara McLanahan (Princeton) et Christopher Jencks (Harvard), dans une étude publiée en 2012, il est 40% plus probable que les enfants de familles monoparentales ne finissent pas le secondaire, et que l'absence de père résulte, notamment dans le cas des garçons, en une hausse de comportements antisociaux, tels que l'agressivité, la délinquance, le non-respect des règles élémentaires de vie en société et l'utilisation de drogues. De plus, ils trouvent que les enfants de familles monoparentales étaient 5 fois plus frappés par la pauvreté que les enfants vivant dans des familles avec les deux parents.

Par ailleurs, chaque fois que vous consultez un site ou lisez un livre pour améliorer vos finances, les auteurs ont toujours des recettes de base similaires : mariez-vous, restez marié, et lorsque vous vous endettez, que ce soit pour investir, pas pour consommer. Dès lors, on voit bien la folie qui consiste à encourager les comportements dits « émancipés », et que l'on devrait renommer « comportements démontrés irresponsables ».

Il ne s'agit plus de « moralisme », il s'agit de faire face à la réalité, de reconnaître que tous ces discours libertaires ne font que réduire les chances des enfants de s'en sortir dans la vie, et de réaliser que cette « liberté » des générations présentes n'est que de l'égoïsme dont les générations suivantes font les frais.

Pourquoi une suppression des allocations et non pas une diminution ? Parce-que maintenir le dispositif veut dire maintenir la bureaucratie qui l'administre. Les supprimer purement et simplement permet la suppression de ces bureaucraties, ce qui diminuera les coûts de l'État davantage.

Dans la mesure où l'État finance les crèches et les écoles (21% du budget de l'État) ainsi que le système de santé, qui naturellement inclut celle des enfants, ceci veut dire que la solidarité de ceux qui ont décidé de ne pas avoir des enfants vis-à-vis de ceux qui ont décidé d'en avoir est déjà prise en compte dans l'utilisation de l'impôt.

La perte de ces revenus sera compensée par la hausse du pouvoir d'achat amené par la baisse des cotisations sociales, la baisse des impôts et la hausse du nombre d'opportunités dans le marché du travail.

Suppression du coefficient familial dans le calcul de l'impôt sur le revenu

Dans la continuité des politiques antinatalistes, et dans le cadre d'une forte simplification du régime de l'impôt sur le revenu, nous supprimerons le coefficient familial. En revanche, nous taxerons les personnes, pas les ménages, comme cela se fait au Royaume Uni.

A priori, nous proposons de définir un niveau de revenus par personne non imposable de 20 000 Eur nets par personne, par an. Tous les revenus suivants seraient taxés à 25%.

Ceux qui gagneraient moins de 20 000 Eur nets par an recevraient des crédits d'impôt à faire valoir au moment où ils dépasseraient ce niveau de revenus.

En revanche, toutes les déductions et niches seraient supprimées.

Par cette méthode, nous arrêterions la fuite des jeunes entrepreneurs et des sportifs célibataires, qu'aujourd'hui ne peuvent que constater que leur génie, leur talent et leur travail est pénalisé et qui choisissent donc de vivre ailleurs qu'en France dès qu'ils le peuvent.

Ces taux et ces paliers seront réévalués une fois que nous aurons été élus et que nous aurons vu l'effet des différentes réformes à l'œuvre. De plus, nous aurions accès aux outils de Bercy, dont nous nous servirions pour mieux comprendre la portée des propositions sur les finances nationales. Cela dit, nous estimons qu'il faut simplifier largement le calcul de cet impôt afin de rendre le système facile à comprendre, à utiliser et à contrôler.

La mise en œuvre des différentes réformes, sur l'IR ou autres, serait échelonnée afin d'éviter de noyer les habitants du pays dans l'incertitude de la nouveauté.

Arrêt du remboursement des procédures PMA

Contrairement aux GPA, ces procédures resteront légales, mais vu la priorité antinataliste pour des raisons de protection de l'environnement, elles ne seront plus prises en charge par la solidarité nationale.

Consommer moins, consommer mieux

Certes, moins de personnes nécessiteraient en principe de moins de logements, moins de nourriture et moins de vêtements, ce qui pourrait se traduire en une perte sèche de PIB. Cela étant, aujourd'hui nos systèmes de production sont orientés vers la production de masse au

moindre coût afin de satisfaire le plus grand nombre possible, créant quelquefois des produits de moindre qualité mais qui remplissent leurs fonctions de base.

Je pense que la consommation évoluera de la même façon qu'a évolué le marché du vin : moins de quantité pour plus de qualité. Et que les maires de petits villages se rassurent, si elles ont une bonne connexion internet, dans la mesure où aujourd'hui on peut travailler pratiquement partout, cela ne vaudra pas forcément impliquer la disparition de leurs agglomérations. Pourquoi rester en ville alors, avec ses embouteillages, ses attroupements et ses encombrements si on peut travailler depuis chez soi entouré de vert ?

Aussi, il faut tenir compte des évolutions des modes de consommation. Si les logements deviennent moins chers du fait de la baisse de la demande d'habitation principale, on pourrait voir une hausse de la demande de logements secondaires. C'est ce qui s'est passé dans le marché des ampoules électriques : la baisse de consommation par ampoule et du coût de production des mêmes ont fait craindre aux fabricants une baisse de la taille du marché. Mais ce qui s'est produit, est que les gens ont commencé à installer plusieurs ampoules par pièce au lieu de l'ampoule unique d'antan, ce qui a fait grandir le marché, tout en résultant en coûts moindres, des consommations électriques moindres, et un meilleur éclairage des foyers.

En conséquence, j'estime que la perte en quantité sera amplement compensée par un gain en qualité. Adieu les vêtements qui se déchirent ou deviennent moches après trois lavages, au revoir les produits hyper-transformés sans grand argument nutritif ; bonjour les circuits courts et durables.

(2) L'Offre

Comme mentionné précédemment, les entreprises s'efforcent de produire ce que le marché demande au moindre coût possible afin de maximiser leurs bénéfices.

Si on laisse les entreprises faire sans contraintes, le risque existe de finir avec des produits de piètre qualité produits par des esclaves vendus par leurs départements marketing comme s'ils étaient le summum du meilleur. C'est donc le rôle du gouvernement de jouer les arbitres et de déterminer ce qui peut et ce qui ne peut pas être admis.

Dans ce rôle, il est légitime que l'on se pose la question sur le dumping environnemental. Autant je félicite la Chine pour avoir pris les devants face à leur démographie explosive avec l'imposition de la politique de l'enfant unique il y a quelques années, autant on ne peut que déplorer que confrontée à une pénurie d'électricité elle choisisse de construire des usines génératrices à charbon, qui sont les plus sales et les plus polluantes.

Mais il n'y a pas à chercher aussi loin. En Allemagne, l'élan de sortie du nucléaire a fait que la capacité génératrice soit supplantée par des usines à charbon, alors qu'en Pologne, où l'industrie du charbon est puissante, 75% de l'électricité est produite à base de charbon. Ceci est inadmissible, surtout lorsque l'on sait qu'en 2020 la Grande Bretagne a atteint un niveau d'énergies renouvelables de 37%, et qu'elle a réussi à se passer des centrales à charbon pendant deux mois entiers au cours de l'année.

La gauche me dira pourquoi se focaliser sur le dumping environnemental et ne pas s'attaquer à ce qu'ils appellent le dumping social. La réponse est simple : autant ce que les Chinois font avec l'environnement nous touche tous, autant les conditions de travail en Chine suivent le cours normal d'un pays en voie d'industrialisation, c'est-à-dire on commence avec une population qui pour échapper à la pauvreté des campagnes ne rechigne pas à faire des heures impossibles en usine pour des bas salaires dans des mauvaises conditions, pour progressivement gagner en qualité de vie, en salaires, et dans des meilleures conditions de travail au fur et à mesure que le pays s'enrichit et que le recrutement devient ardu. En conséquence, le « dumping social » n'existe pas, il existe seulement des sociétés en différentes phases de développement.

Mais revenons à nos moutons.

L'urgence immédiate, ce sont les gaz à effet de serre. Et c'est avec nos partenaires européens que nous attaquerons le problème de front. Energie, agriculture, industrie, transport, voilà le quatuor de tête auquel il va falloir s'atteler. Mais, à différence de ce que fait l'écologie de gauche, nous le ferons avec les acteurs concernés, pas contre eux. Il faut que tout le monde trouve son compte, ce n'est que comme ça que nous avancerons.

Et c'est plus simple que ce que l'on croit, parce-que l'écologie peut aussi être une bonne affaire. Exemple : une usine qui modifie ses procédés pour réduire sa consommation d'électricité et qui installe des panneaux solaires sur ses toits est une usine qui paiera moins en énergie dans la durée, réduisant ses coûts et la rendant plus compétitive. Une entreprise qui découvre une nouvelle façon de transformer l'énergie solaire en électricité plus efficacement sera un moteur de l'économie qui remplacera les emplois perdus dans des secteurs polluants en perte de vitesse.

Afin de s'attaquer aux problèmes de l'offre, voici quelques pistes :

Taxation des véhicules en ville selon leurs émissions

Il faut bien analyser les propositions et les causes des problèmes, et pas rester mariés à des conceptions étranges dont la seule vertu semble être qu'un cabinet publicitaire a décidé qu'elle est facile à communiquer. Exemple : l'obsession des maires de grandes villes contre les 4x4, alors que certains sont hybrides et consomment beaucoup moins en ville que certains

petits véhicules de catégorie citadine. Il faudrait baser les mesures sur les consommations déclarées en trajet urbain, pas sur la catégorie de véhicule.

Livraisons hebdomadaires pour les véhicules de 3 roues ou plus.

Autre exemple : alors qu'il y a télétravail et que les rues de Paris devraient être relativement vides, elles ne le sont pas. Pourquoi ? Parce-que des véhicules de livraison majoritairement vides circulent à longueur de journée pour livrer des commandes faites par des particuliers sur des sites internet qui se font une concurrence féroce en promettant une livraison dans les 24h, créant une multiplicité de trajets « dépôt-destination » dispendieux, encombrant les rues et polluant l'air.

Nous proposons donc d'interdire les livraisons « en 24h » nécessitant l'utilisation d'un véhicule de livraison 3 roues (ou plus), les remplaçant par des livraisons hebdomadaires, ce qui permettrait de grouper les commandes et de diriger les véhicules en fonction des quartiers. Ce ne sera probablement pas très bien accueilli par la population au début, mais les gains de temps de circulation en ville et la baisse de la pollution vaudraient le coup. De plus, une telle politique aiderait les entreprises internet à les pérenniser, puisqu'avec cette nouvelle règle du jeu qui s'appliquerait à tous elles pourraient optimiser l'utilisation de leurs véhicules et de leurs chauffeurs, sachant que pour ces entreprises les coûts de livraison constituent une partie importante de leurs dépenses.

Bien entendu, cette règle ne s'appliquerait pas aux livraisons journalières faites par des grossistes alimentaires ou des véhicules de distribution appartenant aux commerces pour le restockage de leurs points de vente.

Agir sur le parc immobilier locatif mal isolé

Autre problème, les bâtiments mal isolés destinés à la location. Nous savons que ces bâtiments perdent de la chaleur inutilement et donc consomment beaucoup plus d'énergie qu'ils ne devraient. Or, si le propriétaire investit, c'est le locataire qui en profite sous forme de factures énergétiques moins élevées, donc rien ne bouge. Exception à la règle, si les travaux se font entre deux locations, alors oui, le propriétaire a le droit d'augmenter le loyer s'il a fait des travaux d'isolation permettant au logement de changer de catégorie de consommation énergétique. Mais si le logement est occupé pendant une longue période par les mêmes locataires, rien n'est prévu pour compenser le propriétaire qui ferait faire des travaux d'isolation, ce qui perpétue les situations de fuite thermique.

Nous proposons donc que le propriétaire qui entreprend des travaux d'isolation qui augmentent la performance énergétique de ses propriétés locatives soit autorisé à augmenter les loyers d'un montant correspondant à 90% de la différence entre la consommation

énergétique du bâtiment avant et celle estimée après travaux, avec 10% des économies revenant au locataire à titre de compensation pour le dérangement causé.

Favoriser l'installation de panneaux solaires

Encore quelque chose qui me surprend toujours : lorsqu'on se promène en Allemagne on est frappés par le nombre de panneaux solaires que l'on voit sur les toits, et ceci dans un pays qui n'est pas réputé pour son beau temps. En contraste, on ne trouve pas beaucoup de ces panneaux solaires dans le Sud de la France, alors que le nombre de jours d'ensoleillement est nettement supérieur.

Il faudrait creuser les causes de cette disparité et y remédier, notamment les questions d'interconnexion entre les systèmes de production d'électricité domestiques et les réseaux des fournisseurs d'électricité, ainsi que la facturation du kWh dans les deux sens. Si le Royaume Uni a réussi à se fournir complètement en électricité renouvelable pendant deux mois complets sur une année, comme mentionné précédemment, je ne vois pas pourquoi la France ne pourrait pas aspirer à faire pareil.

Impulser l'installation d'éoliennes

Certains s'y opposent, trouvant qu'ils dénaturent les paysages. Et pourtant on va volontiers visiter les moulins en Hollande.

J'estime qu'il est dans l'intérêt et des personnes et de la nature d'utiliser tous les moyens disponibles de façon raisonnée pour faire descendre le niveau de gaz à effet de serre, donc interposer un intérêt esthétique (qui ne peut que se définir en termes personnels) face à une urgence globale est pour nous un arbitrage vite résolu.

Se concerter afin de ne pas placer n'importe quoi n'importe où afin de ne pas nuire à certaines activités ? Avec plaisir. S'y opposer par principe esthétique ? Irrecevable.

Clarifier les lois et les réglementations sur la dépollution des sites

Beaucoup d'anciens sites industriels pollués en France sont fermés, mais personne ne les reprend pour les redévelopper en raison des lois et des réglementations sur la dépollution des sites. En effet, reprendre un site pollué peut coûter cher, et les propriétaires de ces sites ne sont obligés de dépolluer qu'au moment de leur vente.

Nous allons donc revoir la législation afin que tout site qui puisse être redéveloppé le soit, selon le principe du « pollueur – payeur ». Entre autres, les entreprises avec des activités

reconnues comme polluantes seront priées de constituer des réserves financières afin de pouvoir assurer la dépollution de leurs sites en cas d'arrêt de leurs activités.

Retirer des « quotas carbone » du marché

Le système du Marché du carbone européen est reconnu comme étant l'outil le plus efficace pour lutter contre la pollution au CO2. Hélas, afin d'assurer le passage du système auprès des acteurs de l'économie, trop de quotas (« droits de pollution ») ont été émis, ce qui a fait que le prix de la tonne de carbone soit très bas, ce qui lui enlève son pouvoir dissuasif.

En conséquence, nous proposerons à nos partenaires européens la suppression progressive de quotas afin de les rendre plus rares. Ceci fera augmenter le prix de la tonne de carbone, et incitera les acteurs de l'économie à chercher des solutions moins polluantes pour leurs activités.

Fin des aides au carburant

Dans un monde où les combustibles fossiles sont les principaux responsables du changement climatique, subventionner leur consommation est immoral et relève de l'irresponsabilité vis-à-vis des générations futures.

Des réunions seront organisées avec les acteurs qui bénéficient de ces mesures, notamment les transporteurs et les agriculteurs, afin d'étudier la meilleure façon de mettre en place cela sans les pénaliser vis-à-vis de leurs concurrents européens.

Par ailleurs, et afin de réduire notre facture énergétique, qui souvent soutient des régimes peu démocratiques, nous allons donner suite aux recommandations du rapport Montebourg sur le gaz de schiste, et autoriserons les recherches sur leur exploitation. Ceci devrait, à terme, nous donner accès à des ressources énergétiques propres qui aideront l'économie et notre positionnement en politique extérieur.

Etudier les matériaux de construction en bois

Un des grands émetteurs de CO2 est la construction, via le ciment et le béton. Des méthodes de construction basées sur des produits en bois forts et ignifuges existent aujourd'hui, mais il faudrait étudier leur bilan écologique. Il n'est pas encore clair de savoir si remplacer du béton par des produits en bois additionnés d'adhésifs et de produits chimiques serait mieux pour l'environnement que de continuer à utiliser du béton.

Nous commencerons un programme d'étude du sujet, avec une analyse totale des pour et des contres sur la durée du produit et d'un projet, y compris sa fin de vie. Si le bilan s'avère satisfaisant, il faudra favoriser l'utilisation de ces matériaux en bois de façon massive.

Combattre l'utilisation de l'huile de palme

Malgré tous les efforts déployés, nous constatons que les programmes de contrôle de déforestation dans le but d'empêcher la croissance des plantations d'huile de palme sont inefficaces, détruisant les forêts tropicales. De plus, l'huile de palme est reconnue comme source d'acides gras saturés, mauvais pour la santé.

En conséquence, nous prendrons des mesures fortes en France, que nous pousserons au niveau européen : Afin de réduire la demande des produits contenant de l'huile de palme, ils seront fortement taxés. De plus, des labels de type « tabac », très visibles, annonçant que la consommation d'acides gras saturés est mauvaise pour la santé et listant ses conséquences seront imposés aux fabricants.

Punir les pays qui détruisent notre environnement

Le grand atout de l'Europe est la taille de son marché intérieur et le pouvoir d'achat relativement élevé de ses habitants en comparaison à ceux des pays sous-développés. C'est pourquoi, pour ces pays, l'accès au marché européen est important.

Il est grand temps qu'on utilise cet atout afin de faire pression sur les pays pollueurs et destructeurs de l'environnement, qui font des promesses mais dont les résultats ne sont pas au rendez-vous, malgré leurs protestations.

Nous proposerons un système d'évaluation européen de résultats des réformes annoncées par les pays désirant vendre leurs produits dans l'UE. Si les résultats sont insuffisants par rapport aux programmes annoncés, ou si rien n'est fait pour remédier aux problèmes, des fortes taxes « pays pollueur » seront mises en place, et des labels « pays pollueur » seront imposés sur les produits en provenance de ces pays, et sur tous les produits utilisant des composants provenant de ces pays.

Etudier et combattre fermement l'utilisation de perturbateurs endocriniens

Nous détruisons notre environnement avec notre multiplication et nos habitudes de consommation nuisibles, mais la nature nous le rend coup pour coup. En effet, sous les effets de la vaste diversité des produits chimiques et plastiques que nous utilisons tous les jours, la qualité du sperme humain a baissé de 50% sur les derniers 40 ans, amenant le compte moyen

de spermatozoïdes de 98 millions/ml à 47 millions/ml. Or, il est connu qu'à partir de 40 millions/ml le processus reproductif devient plus difficile, avec des fécondations plus difficiles et plus de fausses couches. Et ceci ne tient pas compte des effets nocifs que nos activités ont sur les capacités reproductives des espèces sauvages.

En conséquence, un élan sera donné à l'étude des perturbateurs endocriniens afin de mieux déceler les sources des problèmes, à haute et à basse dose constante, et ainsi avoir les outils pour agir contre leur utilisation. Nous pousserons notamment pour que nos partenaires européens reconnaissent et soutiennent nos actions dans le domaine, puisqu'aujourd'hui cette lutte ne semble pas être une priorité pour eux.

Favoriser l'adoption des moyens de transport hybrides

En concertation avec tous les acteurs du monde des transports routiers, notamment les fabricants, les entreprises de transport et les exploitants de stations-service, nous mettrons en place des mesures pour favoriser l'adoption de moyens de transport hybrides.

Ceci passera par des interdictions de circulation en Centre-ville des véhicules avec moteurs exclusivement thermiques, la multiplication des bornes de recharge rapides, la standardisation des prises entre les fabricants, et la recherche de batteries performantes et aussi peu polluantes que possible.

La voiture électrique est un leurre, puisque son efficacité énergétique pour les longs trajets est inférieure à celle des moteurs thermiques, que nous dépendrons de pays instables pour les matériaux qui rentrent dans la construction des batteries, et que nous ne maîtrisons pas la fin de vie des batteries. De fait, actuellement avec les batteries nous risquons une crise comme celle de l'amiante, appliqué partout pour ensuite se rendre compte de ses effets néfastes.

* * * * *

Cette liste n'est pas exhaustive. Mais il faut prendre le problème au sérieux. Et il faut arrêter de se voiler la face : l'explosion démographique à la source du problème de fond ne peut plus être ignorée.

Comme déjà mentionné, il faudra travailler avec les différents acteurs, pas contre eux, comme le font certaines organisations écologistes de gauche. Des solutions adaptées, qui causent le minimum de problèmes et qui prévoient des phases de transition sont possibles, il faut qu'on les trouve rapidement et qu'on les mette en œuvre.

C – L'EUROPE

Quelle particularité de l'Europe fait qu'elle soit un paradis pour les touristes ? A la différence des États Unis, il ne faut pas faire des très longues distances avant de se retrouver dans un pays complètement différent du sien, avec des langues différentes, des us et coutumes différents, et des traditions artistiques et gastronomiques on ne peut plus variées.

Force est de constater que les peuples qui constituent l'Europe sont très différents les uns des autres, pour le meilleur et pour le pire.

Aujourd'hui, l'Europe est prise en otage par l'intitulé de son projet : la recherche d'une union toujours plus affirmée. Ceci est un non-sens. Autant je peux très bien comprendre la motivation d'une telle quête au moment de la création de l'UE, notamment le souvenir des guerres catastrophiques de la première moitié du siècle dernier, autant les raisons qui ont poussé à ces guerres sont les mêmes qui font que les pays européens ne réussiront jamais à se doter d'un gouvernement fédéral, comme celui des États Unis.

L'Europe est une terre de nations, pas une zone géographique uniforme. La bureaucratie Bruxelloise est restée obsédée par la phrase de M Kissinger : « Lorsque je dois appeler l'Union soviétique j'appelle Moscou. Mais lorsque je dois appeler l'Europe, qui dois-je appeler ? ». Pourtant, la réponse à cette question est simple : toutes les capitales. On voit bien le poids plume du supposé ministre des Affaires Etrangères de l'UE, qui n'a pas grande compétence pour traiter quoi que ce soit sans l'aval formel des différents gouvernements. Au mieux, il a un rôle de coordination, et c'est très bien comme ça.

Il faut donc arrêter de pousser à l'unité politique sur tous les fronts, il faut que l'Europe se dédie exclusivement à coordonner les efforts des gouvernements face à des questions qui dépassent les frontières d'un seul pays, et à s'assurer que les quatre libertés de circulation en son sein (biens, capitaux, services, personnes) soient mises en œuvre sans entraves. Mais sur les grandes questions, il faut que les capitales nationales aient le dernier mot.

En particulier, la France agira pour que l'Europe adopte les mesures qui s'imposent afin d'arrêter net le flux migratoire, et à faire la guerre à l'immigration illégale.

De plus, la France doit pousser l'Europe à adopter plus de mesures de protection de la santé de ses habitants, en imposant notamment des règles de qualité plus contraignantes pour les produits alimentaires. Pour cela, nous travaillerons en étroite collaboration avec la filière agricole afin de faire des propositions concrètes. En revanche, nous nous attendrons aussi à ce que les représentants de cette même filière soient prêts à admettre certains faits et à agir en conséquence lorsqu'on leur présentera des bonnes idées venues d'autres pays.

En parallèle, nous arrêterons cette pitoyable pratique mise à la mode par certains politiciens français, qui consiste à mettre la faute sur l'Europe pour tout et n'importe quoi au moment d'entreprendre des mesures impopulaires mais rendues nécessaires par leurs propres agissements populistes et irresponsables.

En ce faisant, nous rendrons l'Europe plus réelle, lisible et utile à nos citoyens. Parce que malgré tous les problèmes, malgré les interminables discussions, malgré tous les désaccords, l'Union Européenne est une chance et une bénédiction, pas un problème.

* * * * *

Tel qu'exposé, l'environnement, l'immigration et l'Europe sont des thèmes intimement liés.

L'immigration n'est pas un problème dans l'absolu, elle est un problème lorsqu'elle est subie. Et la pollution dépasse les frontières.

Or, la France toute seule ne peut pas grande chose contre ces problèmes, il faut qu'elle travaille avec ses partenaires Européens et mondiaux afin d'endiguer et combattre les problèmes de fond.

Ce que la France peut et doit faire, c'est d'affirmer son contrôle sur qui a le droit d'entrer et de rester dans son territoire national. Elle peut aussi prendre les devants dans la lutte contre le réchauffement climatique et la pollution.

Et une fois que nos associés européens verront que nos politiques fonctionnent, ils soutiendront plus facilement nos initiatives.